



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1052

2 mai 2012

- Risques environnementaux permanents avec les pluies
- Forte remontée de l'épidémie de choléra dans 4 départements
- Probabilité de sanctions contre des policiers nationaux grévistes
- Des mouvements de protestation à Thomassique

>> Risques environnementaux permanents avec les pluies

Depuis mars 2012, les pluies continuent à s'abattre sur le pays et les prévisions météorologiques annoncent une persistance, voire une dégradation du mauvais temps sur Haïti, jusqu'aux premiers jours du mois de mai 2012, alors que la saison cyclonique n'a pas encore commencé.

En plus des recommandations à la vigilance, le secrétariat permanent de gestion des risques et désastres maintient un niveau d'alerte orange en vue de faire face à toutes éventualités.

La saturation des sols, associée à l'absence de système approprié de drainage des eaux, met en danger les différentes communautés.

Des situations d'éboulements et de glissements de terrain risquent de se produire en différents endroits, comme c'est le cas ces jours-ci sur plusieurs départements. Environ 10 personnes sont mortes au moment d'averses enregistrées la semaine dernière, selon un bilan du 26 avril 2012. Certaines ont péri en tentant de traverser des rivières en crue, négligeant ainsi les consignes de prudence sans cesse renouvelées par la protection civile.

Inondations multiples, perte de bétail, destruction de plantations, routes défoncées par les alluvions et autres débris charriés par les eaux, artères emplies de gravats et de boue et transformées en rivières sont la cause des problèmes de drainage. Les familles sont aux abois, notamment dans 35 camps de personnes déplacées après le tremblement de terre. C'est, en condensé, la photographie d'une réalité de plus en plus vulnérable, faute de planification et de suivi adéquats dans la gestion environnementale.

La présence de maisons anarchiquement construites sur les pentes, en dehors de plan d'urbanisme pertinent, ajoute aux dangers et risques de dégâts susceptibles de frapper la population dans les différents départements.

Les réponses, apportées jusqu'à présent, se présentent plutôt sous forme de palliatifs, au lieu d'être dirigées vers des solutions durables, impliquant des dispositions drastiques de prévention et de protection environnementales.

Par ailleurs, le taux d'humidité est propice à une recrudescence de l'épidémie du choléra, avertit un bulletin du bureau de coordination des affaires humanitaires de l'organisation des Nations Unies (OCHA).

En préparation à la saison cyclonique 2012, une mobilisation institutionnelle est déjà enclenchée. Un atelier de travail, sur les mécanismes de coordination entre le gouvernement et la communauté internationale, a été organisé le 24 avril avec les différents organismes qui interviennent dans le domaine de la protection civile.

Un plan de contingence, national et départemental, sera achevé en mai dans la perspective de garantir une réponse efficace à cette saison cyclonique, par une mise en commun des ressources disponibles susceptible de favoriser l'implication de l'ensemble des organismes de protection civile dans le processus.

L'un des 4 groupes de travail, constitués pour la préparation de la saison cyclonique, se penchera sur les exercices de simulation avec la population afin d'indiquer les méthodes de prévention en cas de catastrophes dans le pays.

Parmi les axes de sensibilisation sur le territoire national, identifiés par les responsables de la protection civile nationale, la communication sera prioritaire dans la coordination de même que dans l'efficacité de prévention.

Un concours de reportages sur les risques majeurs sera lancé à l'échelle nationale le 16 mai 2012.

La protection civile organisera également un forum avec les responsables et associations de médias du 1er au 15 juin 2012, tandis qu'une émission audiovisuelle sur les risques majeurs est en cours de réalisation.

Le 13 octobre 2012, la deuxième édition de la course de la protection civile se déroulera au Cap-Haïtien, dans le Nord, pour alerter la population sur les éventuels risques susceptibles d'affecter ce département.

Avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé, 19 sites d'évacuation de personnes (en cas de désastres) ont été réhabilités et neuf autres ont été construits en 2011. Ces espaces restent tout de même limités par rapport à la vulnérabilité de certaines zones du pays face aux catastrophes naturelles, signale Ocha.

>> Forte remontée de l'épidémie de choléra dans 4 départements

L'épidémie de choléra affiche une nette recrudescence dans certains départements et plus particulièrement dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, où plusieurs cas sont recensés.

Durant les deux dernières semaines, la direction de l'épidémiologie au ministère de la santé publique et de la population a enregistré près de 150 cas en moyenne par jour, indique le coordonnateur national de la lutte contre le choléra, Donald François, dans une interview à AlterPresse.

Des poussées de l'épidémie ont été remarquées dans trois zones distinctes du département de l'Ouest : Croix des Bouquets, Léogane et Gressier.

Dans la zone de Campêche Dumey (Croix des Bouquets) les autorités sanitaires ont enregistré 75 cas d'infection au choléra, dont un mort en moins de trois jours.

>> Probabilité de sanctions contre des policiers nationaux grévistes

Le ministère de la justice et de la sécurité publique et la direction générale de la police nationale d'Haïti ont évoqué la possibilité de sanctionner les policiers grévistes du 23 avril 2012, en vertu des principes déontologiques policiers et de la loi sur le fonctionnement de l'institution.

« Le haut-commandement ne tolérera aucun policier affichant un mauvais comportement en violant les règlements de la police nationale », précise le commandant en chef de la police nationale, Mario Andrésol.

A son avis, des secteurs obscurs seraient en train de manipuler les policiers en vue d'affaiblir l'institution. Un analyste politique, consulté par AlterPresse, y voit « une manœuvre habile qui viserait à discréditer la police et faire place aux hommes en armes qui font la loi dans plusieurs coins du pays ces derniers temps ».

>> Des mouvements de protestation à Thomassique

Correspondance Ronel Odatte (Hinche)

Toutes les activités économiques, notamment le commerce frontalier avec la République Dominicaine, sont paralysées à Thomassique (17 km de Hinche, Nord-Est) depuis plusieurs jours, suite à un mouvement de protestation qui a éclaté dans la ville pour réclamer de meilleures infrastructures.

Sous l'escorte de deux policiers haïtiens et de 8 hommes en treillis militaire lourdement armés, qui disent avoir appartenu aux anciennes forces armées dissoutes depuis 1995, plusieurs milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Thomassique pour réclamer, des autorités gouvernementales, la réhabilitation des tronçons de routes Hinche/Thomassique/Cerca-la-Source et l'électrification de l'arrondissement.

Les manifestants ont fermé le bureau local de la douane, celui de la direction générale des impôts et dressé des barricades à l'entrée de la ville pour empêcher la circulation entre Hinche /Thomassique, ainsi que Cerca-la-Source/Thomassique.

Actuellement, à Fonds des Nègres (Sud), près de 17 cas sont apparus en une seule journée, alors que du côté de Wendel (Sud), cela fait déjà deux semaines qu'on a connu également une poussée avec 10 à 30 cas d'infections. Cette recrudescence est également observée dans les Nippes et le Nord. Ces nouveaux cas de choléra coïncident avec les intempéries, qui touchent tout le pays.

« Aucun cas de choléra n'a été enregistré dans les zones où le ministère de la santé a permis la distribution du vaccin contre la maladie », soutient Donald François.

« La situation n'est pas alarmante. Le ministère est prêt à y faire face, parce que, non seulement les consignes ont été passées afin d'ouvrir des centres de traitement de choléra dans les zones qui ont connu une flambée, mais aussi des matériels sont déjà disponibles pour relever le défi », souligne-t-il.

Un groupe de policiers ont observé un arrêt de travail durant toute la journée du lundi 23 avril, en signe de protestation contre l'assassinat de leur confrère Walky Calixte, un agent tué au volant de sa voiture sur la route de Martissant le 17 avril 2012.

Barricades de pneus usagés enflammés, carcasses de voiture, jets de pierres ont formé le décor de cette grève de policiers nationaux, un terrible précédent dans les annales de l'institution.

Des frères d'armes et des proches de la victime soupçonnent le député de la première circonscription de Port-au-Prince, Rodriguez Séjour, d'avoir commandité ce crime.

Dans une note de presse, le parlementaire, qui a présenté ses sympathies aux parents du policier endeuillé, affirme n'être mêlé ni de près ni de loin à cette affaire.

Plusieurs notables de la ville ont pris part à cette manifestation, lancée par le comité « Nou bouke » (en français : Nous en avons assez) dirigé par l'ancien maire Amos Louis.

Un policier national, qui n'a pas voulu révéler son nom, a indiqué qu'aucune intervention des forces de l'ordre ne pouvait empêcher les manifestants de fermer ces institutions publiques.

Au cours du mois d'avril 2012, de violentes manifestations ont éclaté dans différentes villes et sections communales du Plateau Central (dont Belladère et Savannette), pour l'amélioration des services sociaux de base.

Située dans le haut Plateau Central et dans l'arrondissement de Cerca-la-Source, la commune de Thomassique ne dispose que de 6 policiers nationaux pour 58 000 habitants, d'après les responsables municipaux.